

ET MAINTENANT?

D'aucuns ont voulu prétendre que depuis 1966 la situation des kolkhoziens s'est considérablement améliorée, et cela parce que depuis le mois de juillet de la même année les kolkhoziens devaient obligatoirement recevoir un salaire s'approchant du salaire des travailleurs des sovkhozes, c'est-à-dire des fermes d'Etat.

En effet, si jusqu'à présent la rémunération du travail du kolkhozien était ou nulle ou aléatoire, actuellement, si cette loi était appliquée et si les budgets des kolkhozes le permettaient, le kolkhozien devrait recevoir quelque chose pour son travail. Cela serait mieux que rien.

Quant à ceux qui voudraient prétendre que les kolkhoziens ont acquis les derniers temps une certaine indépendance par rapport aux présidents des kolkhozes, nous leur citerons un article publié dans les «*Izvestia*» du 26 mars 1967. L'auteur, une certaine B. Olkhovskaïa, présente un président de kolkhoze sous le nom de Siline dont les kolkhoziens, dans une lettre ouverte, ont dit: «*tout notre labeur est freiné par notre président. Il est grossier avec tout le monde, même avec des femmes, emploie des paroles qu'on serait gêné de citer; il peut aussi donner des coups*».

Or, les auteurs de cette lettre ouverte auraient voulu utiliser leur droit d'élire un autre président. Mais, dit l'auteur de l'article, le président du Comité exécutif du rayon, étant présent à la réunion des kolkhoziens, dit «*à l'heure actuelle, on ne peut pas taire cela, car, premièrement, la réunion est convoquée pour entendre un rapport et non pas pour l'entendre et puis faire des élections, et, deuxièmement, Siline (le président en question) est inscrit à la «nomenclatura»*».

LA NOMENCLATOURA, NOUVELLE NOBLESSE?

Or, qu'est cette «*nomenclatura*» dont on entend parler de plus en plus fréquemment?

D'après le *Dictionnaire Encyclopédique*, t.2 de 1954, la *nomenclatura*, c'est la liste des fonctions des cadres qui est confirmée par un organisme responsable donné, par exemple, par un ministère.

Quant au *Dictionnaire de la langue russe*, t. III de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. pour l'année 1958, il donne la notion de «*nomenclatourny rabotnik*» (fonctionnaire inscrit à la *nomenclatura*) - un fonctionnaire nommé personnellement par une instance supérieure.

En somme, la *nomenclatura* est une sorte de registre de noblesse fonctionnelle dont les membres peuvent agir à leur guise, ayant été personnellement nommés. Et les présidents à la Siline, couverts par la «*nomenclatura*» réalisent à leur façon la «*démocratie kolkhozienne*» et sont intouchables. Faut-il s'étonner alors qu'au lieu de chanter victoire la *Direction centrale soviétique des statistiques* est obligée de dire dans son rapport sur l'exécution du plan d'Etat en 1967 (v. «*Monde*» du 25-1-68) que la récolte des céréales a accusé une chute de 23,6 millions de tonnes par rapport à l'année précédente? Constatons que cette même *Direction des statistiques* se garde d'indiquer les raisons de cette chute.

DEUX SOUS D'ESPOIR?

Mais tournons-nous vers les thèses du C.C. du Parti communiste de l'U.R.S.S. publiées à l'occasion des «*50 années de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre*». Elles sont analysées dans un article de

N. Saouchkine, agrégé ès sciences historiques, publié dans la «*Selskaïa Jizn*» (Vie des Campagnes) du 13 août 1967. L'auteur de cet article nous dit que «*les derniers temps, le Parti et le gouvernement ont résolu une série de problèmes des plus importants pour rapprocher les conditions de rémunération du travail des kolkhoziens des conditions qui existent dans les entreprises d'autres branches de l'économie nationale. Une rémunération mensuelle garantie du labeur des kolkhoziens a été introduite, en rapport avec le niveau des salaires des ouvriers des sovkhozes pour des travaux correspondants*». Un régime unique des pensions pour les kolkhoziens a été adopté, nous dit également l'auteur. Il confirme aussi qu'«*à l'heure actuelle le développement de l'économie publique n'a pas encore atteint un niveau tel qu'on puisse par ces moyens satisfaire tous les besoins personnels des kolkhoziens, qu'une des sources des revenus de la population campagnarde sera représentée encore longtemps par les lopins individuels*», et que «*dans le pays ont été rapportées les restrictions non fondées qui avaient été introduites dans l'économie individuelle des kolkhoziens. Utilisés dans des limites raisonnables, ces lopins, nous dit l'agrégré ès sciences historiques, ne signifient nullement un retour vers l'économie privée, comme le disent certains journaux bourgeois, mais constituent une réserve supplémentaire (!) pour le ravitaillement de la population du pays en produits d'alimentation...*». C'est dire que l'agrégré Saouchkine reconnaît ce que nous avons dit ci-dessus et maintes fois prouvé par des textes et des chiffres quant à l'économie individuelle paysanne.

Mais plus loin le même Saouchkine raconte des choses plus instructives encore et notamment ceci: «*à la campagne ont été abaissés les prix de détail pratiqués pour les marchandises industrielles et alimentaires jusqu'au niveau des prix qui se pratiquent dans les villes*».

Qu'est-ce que cela veut dire? Cela montre qu'outre le fait que le kolkhozien n'était presque pas payé pour son labeur, les mêmes marchandises coûtaient obligatoirement plus cher à la campagne qu'en ville. Cette reconnaissance de faits incroyables constitue vraiment une nouveauté.

Notre agrégé nous dit aussi que les prix de gros ont été unifiés pour les entreprises industrielles et pour les kolkhozes pour l'achat des machines et des pièces détachées.

Cela veut dire que pour les mêmes marchandises industrielles, les kolkhozes payaient plus cher que les usines. Pourquoi cela? En vertu de quel principe marxiste ou socialiste, si ce n'est en vertu de l'affirmation cynique de Staline déclarant que l'U.R.S.S. n'ayant pas de colonies, ce sont les paysans qui constituent le fonds à exploiter.

PERSPECTIVES...

Quelles sont les perspectives pour le paysannat soviétique?

Il nous semble évident que les perspectives pour les paysans ne peuvent pas être séparées des perspectives politiques et économiques du pays tout entier. Or, vers quoi va le pays, un demi-siècle après Octobre? Trouvera-t-il la force créatrice pour se frayer un chemin vers une certaine forme de démocratie laborieuse et populaire ou s'installera-t-il définitivement dans une autorité bureaucratique et même terroriste? La classe ouvrière soviétique, considérablement augmentée numériquement, et qui englobe une jeunesse scolairement plus lettrée que l'ancien prolétariat d'avant Octobre, mais qui, par contre, a grandi dans l'absence d'enseignement démocratique - pourra-t-elle avoir une influence libératrice sur la société soviétique qui, elle, a tendance à se figer dans un état d'inégalité chronique? Et cette classe ouvrière et l'intelligentsia technique qui matériellement vivent relativement mieux que les paysans, vont-elles avoir un élan de solidarité envers cette misérable classe opprimée? Vont-ils avoir aussi assez de clairvoyance pour comprendre qu'aucune économie ne serait en état de supporter indéfiniment un pareil gaspillage agricole, quand un secteur de 215 millions d'hectares kolkhoziens est désavantageusement en compétition avec les 6 millions d'hectares du secteur privé?

En outre, la fuite des jeunes hors de la campagne diminue non seulement numériquement la paysannerie, mais enlève à la campagne la partie la plus active de la population, ce qui tend à détruire la relève paysanne même, et doit nécessairement créer une situation insupportable sur le front agraire.

Or, la paysannerie est non seulement numériquement diminuée, mais elle souffre aussi d'un manque

catastrophique de population masculine adulte, avec toutes les conséquences démographiques corollaires qui en découlent. Quelle attitude peut-elle opposer à la bureaucratie de l'Etat et du parti si ce n'est une résistance passive, qui gêne considérablement les plans de l'Etat, mais qui est nulle au point de vue créateur?

Ne peut-on craindre que l'Etat et le parti ne fassent encore un effort pour transformer tous les kolkhozes en sovkhozes, fermes d'Etat incontestables? Ce serait l'accomplissement du rêve suprême de tous ceux pour qui la paysannerie est une classe sinon à abattre, du moins à utiliser comme objet et arme de l'industrialisation et de la construction d'un socialisme totalitaire.

Ne peut-on, par contre, rêver d'une perspective plus humaine, avec une transformation des kolkhozes en organisations coopératives véritables, fédérées, libérées du joug de l'Etat et du Parti, et faisant une véritable alliance avec la classe ouvrière et l'intelligentsia des villes?

La vitalité de la nouvelle classe dirigeante dans le pays, la résistance sourde qu'elle oppose à toutes les tentatives de libéralisation, et la situation internationale aggravée par l'apparition sur la scène politique d'un Etat stalinophile comme la Chine actuelle, empêtant le climat soviétique, assombrissent malheureusement la possibilité de perspectives plus humaines.

Ida METT.
